

Le gouvernement japonais est sur le point d'annoncer le déversement dans la mer de plus d'un million de tonnes d'eau radioactive provenant de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi.

Il s'agit d'une décision officielle qui pourrait être prise d'ici la fin octobre, selon les médias japonais.

L'opérateur de la centrale nucléaire, Tokyo Electric Power, a estimé que tous les réservoirs disponibles seront pleins d'ici l'été 2022. L'espace de stockage sur le site de la centrale nucléaire manque également de place. Une solution doit être trouvée le plus rapidement possible. Diluer l'eau contaminée et la rejeter dans l'océan est une approche qui permet de réduire les coûts à court terme. Mais cette action flagrante ne tient pas compte de la protection de l'environnement, ni de la sécurité publique des communautés côtières de Fukushima - et de tout le monde dans la région du Pacifique.

Même si le gouvernement japonais décide finalement de rejeter l'eau radioactive dans l'océan Pacifique, il devra obtenir l'autorisation de l'Autorité de régulation nucléaire basée à Tokyo. Selon Kyodo News, il faudra probablement deux ans environ avant que l'eau ne soit rejetée. En fait, l'ensemble du processus pourrait prendre 30 ans.

Quel que soit le temps que cela prendra, une partie de l'eau radioactive de la centrale nucléaire dévastée de Fukushima s'est déjà écoulée dans l'océan. Les pays voisins ont protesté contre cette fuite. Ils ont même cessé d'importer des fruits de mer de Fukushima et de ses environs. Cela montre que la contamination existe réellement. L'eau va-t-elle un jour répondre aux normes d'émission ? C'est une conclusion que les scientifiques tireront. Les Japonais ordinaires sont consternés par cette nouvelle. Elle peut nuire à la santé des gens et à l'image du pays dans le monde - ce dernier point est préjudiciable aux investissements.

De ce point de vue, la question n'est pas seulement un problème technique. Elle concerne également l'attitude du Japon et son image au niveau international. En raison des Jeux olympiques de Tokyo, certains analystes spéculent sur le fait que le Japon est sérieusement préoccupé par la façon dont le monde le regarde, et qu'il n'a donc pas proposé officiellement de rejeter les eaux radioactives dans l'océan Pacifique. Maintenant que les Jeux sont reportés, la décision du Japon pourrait avoir un impact plus important sur sa propre image nationale.

Le gouvernement japonais devrait évaluer avec soin comment de telles mesures pourraient le stigmatiser, et réfléchir à ce que cela pourrait signifier pour son économie également. Par exemple, les pêcheurs locaux ont déclaré que cette décision allait détruire leur industrie. Le rejet d'eau contaminée affectera sans aucun doute la pêche japonaise, qui est d'une grande importance pour le pays. D'autres pays pourraient également cesser d'importer des fruits de mer japonais. Ce sera un coup dur pour le Japon.

L'océan est un élément indispensable de l'écosystème de la Terre. Si le Japon choisit de rejeter de l'eau contaminée dans le Pacifique, cela pourrait entraîner une propagation mondiale des radiations nucléaires dans les courants océaniques. À cet égard, les pays voisins du Japon vont très certainement protester, tout comme la plupart des pays du Pacifique. Cela porterait préjudice à l'économie japonaise et à sa diplomatie mondiale. Il ne fait aucun doute que les organisations environnementales prendront des mesures immédiates. Les fruits de mer en provenance du Japon seront boycottés.

En vertu de traités internationaux tels que la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, le Japon est tenu de protéger et de préserver l'environnement marin. Il s'est engagé à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir, réduire et contrôler la pollution. Si le Japon ose rejeter de l'eau contaminée dans l'océan Pacifique, ses pays voisins peuvent faire appel aux agences des Nations unies compétentes, déposer leurs protestations et exiger que le Japon assume ses responsabilités et

corrige ses erreurs.

D'autres pays pourraient également demander au Japon d'accroître sa transparence : Dans quelle mesure l'eau contaminée causera-t-elle des dommages aux êtres humains et à l'environnement ? Comment le Japon va-t-il diluer l'eau ? Les réponses à ces questions doivent être ouvertes et transparentes. Tokyo devrait également permettre aux pays voisins, ou aux représentants d'organisations internationales, de prélever des échantillons d'eau pour déterminer si elle répond ou non aux normes dites de sécurité promises par le Japon.

Si Tokyo ne peut pas répondre directement à ces questions, elle sera soumise à une pression énorme de la part des pays voisins et de la communauté internationale tout entière.

L'auteur est directeur et chargé de recherche de l'Institut d'études de l'Asie du Nord-Est à l'Académie des sciences sociales de la province de Heilongjiang et expert principal à l'Institut d'études stratégiques de l'Asie du Nord-Est.

The Japanese government is about to announce the dumping of more than 1 million tons of radioactive water from the Fukushima Daiichi nuclear power plant into the sea.

This is an official decision that could come by the end of October, according to Japanese media reports.

The nuclear power plant's operator, Tokyo Electric Power, has estimated that all of the available tanks will be full by the summer of 2022. The storage space at the nuclear plant site is also running out of room. A solution must be found as soon as possible. Diluting the contaminated water and releasing it into the ocean is an approach to reduce short-term costs. But this egregious action does not consider environmental protection, nor public safety of Fukushima coastal communities - and everyone in the Pacific Rim.

Even if the Japanese government finally decides to release the radioactive water into the Pacific Ocean, it will require the permission of the Tokyo-based Nuclear Regulation Authority. This will likely take around two years before any water can be discharged, according to Kyodo News. In fact, the whole process may take 30 years to complete.

Regardless of how long it takes, part of the radioactive water from the devastated Fukushima nuclear power plant has already leaked into the ocean. Neighboring countries have protested about it. They even stopped importing seafood from Fukushima and its surrounding areas. This shows that the contamination really exists. Will the water ever actually meet emission standards? This is a conclusion that scientists will draw. Ordinary Japanese are appalled by this news. It may damage people's health and harm the country's global image - the latter is detrimental to investment.

From this point of view, the issue is not just a technical problem. It also involves Japan's attitude and its image internationally. Due to the Tokyo Olympic Games, some analysts speculate that Japan is seriously concerned about how the world is looking at it, and therefore it did not officially propose releasing the radioactive water into the Pacific Ocean. Now that the Games is postponed, Japan's move may have a greater impact on its own national image.

The Japanese government should carefully evaluate how such courses of action might stigmatize it, and think about what this might mean to its economy too. For example, local fishermen have said that the move will destroy their industry. Releasing contaminated water will undoubtedly affect Japan's fishery, which is of great importance to the country. Other countries may also stop importing Japanese seafood. This will be a great blow to Japan.

The ocean is an indispensable part of the Earth's ecosystem. If Japan chooses to release contaminated water into the Pacific, this may lead to the global spread of nuclear radiation in oceanic currents. In this regard, Japan's neighboring countries will most certainly protest, as will most of the Pacific Rim. This would damage the Japanese economy and harm its global diplomacy. Without question, environmental organizations will take immediate action. Seafood from Japan will be boycotted.

According to international treaties such as the UN Convention on the Law of the Sea, Japan is obliged to protect and preserve the marine environment. It is committed to taking all necessary measures to prevent, reduce and control pollution. If Japan dares to release contaminated water into the Pacific Ocean, its neighboring countries can appeal to relevant UN agencies, lodge their protests and demand Japan to fulfill its responsibilities and correct mistakes.

Other countries might also ask Japan to increase its transparency: To what extent will the contaminated water cause harm to the human beings and environment? How will Japan dilute the water? Answers to these questions must be open and transparent. Tokyo should also allow neighboring countries, or representatives of international organizations, to take water samples to determine whether or not it meets the so-called safety standards promised by Japan.

If Tokyo cannot directly respond and answer these questions, it will face huge pressure from its neighboring countries and the entire international community.

The author is director and research fellow of the Institute of Northeast Asian Studies at the Heilongjiang Provincial Academy of Social Sciences and chief expert at the Northeast Asian Strategic Studies Institute.

<https://www.globaltimes.cn/content/1203850.shtml>